

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
2. Russie	4
3. Chine	4
4. Israël	4
5. Multilatéral	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. OTAN : la dissuasion élargie confortée Par Bruno Tertrais	5
2. Traité New Start : désaccord sur les procédures d’inspection Par Emmanuelle Maitre	7
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	10
1. En attendant la « dissuasion intégrée » américaine Par Benjamin Hautecouverture	10
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES	13
1. France, Germany, and Nuclear Deterrence: Quarrels and Convergences during the Cold War and Beyond	13
CALENDRIER	15

Été 2022

AVANT-PROPOS

Ce bulletin propose une analyse du nouveau concept stratégique adopté par l'OTAN le 29 juin 2022, en étudiant notamment les formulations liées à la dissuasion nucléaire.

Suite à l'annonce par la Russie de son refus de reprendre les inspections dans le cadre du Traité New Start, le bulletin rappelle le rôle joué par ces inspections et s'interroge sur les perspectives du Traité à ce jour.

Au niveau des doctrines, il se penche sur le concept de dissuasion intégrée, qui semble avoir les faveurs de l'administration Biden même si les documents officiels n'ont toujours pas été publiés.

Enfin, le bulletin évoque un nouvel ouvrage à caractère historique publié sur les relations franco-allemandes sous le prisme de l'arme nucléaire.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

4 août 2022 : nouveau report d'un [essai d'ICBM](#) Minuteman III justifié par la volonté de réduire les tensions avec la Chine¹. [Tir finalement effectué](#) le **16 août**².

8 juillet 2022 : [échec d'un essai du véhicule de réentrée](#) Mk21A du futur ICBM Sentinel lors d'un test en vol³.

2. Russie

8 juillet 2022 : entrée en service du [sous-marin Project 09852 Belgorod](#), réputé emporté 6 torpilles nucléaires Poseidon⁴.

8 août 2022 : annonce par Moscou d'une [interruption des inspections dans le cadre du Traité New Start](#), justifiée par la mise en œuvre du paragraphe 5, section 1, chapitre 5 du protocole du Traité, et sur le fondement des difficultés d'accès des inspecteurs russes sur le territoire américain (en raison du manque de vol, des difficultés pour obtenir des visas et du Covid)⁵.

16 août 2022 : signature par le Ministère de la Défense d'un contrat concernant la livraison [d'ICBM Sarmat](#)⁶.

16 août 2022 : présentation d'un modèle de [SNLE de nouvelle génération](#) intitulée « Arcturus » lors de l'exposition « Armée 2022 » à Moscou⁷.

26 août 2022 : annonce par Alexandre Loukachenko que les [bombardiers biélorusses](#) ont été adaptés pour l'emploi d'armes nucléaires⁸.

3. Chine

4 août 2022 : tirs de 9 [SRBM et MRBM](#) (*a priori* DF-15B ou DF-16) autour de Taïwan⁹.

4. Israël

2 août 2022 : rare [déclaration](#) du Premier ministre israélien qui évoque indirectement la capacité nucléaire du pays¹⁰.

5. Multilatéral

26 août 2022 : conclusion de la [conférence d'examen du TNP](#) après quatre semaines de négociations. Rejet du document final agréé par la Russie¹¹.

¹ « U.S. delays Minuteman III missile test over Taiwan tensions », *Reuters*, 4 août 2022.

² « Minuteman III test launch showcases readiness of U.S. nuclear force's safe, effective deterrent », *Air Force Global Strike Command*, 16 août 2022.

³ Barbara Starr, « Test rocket carrying component for future nuclear armed ICBM explodes after takeoff », *CNN*, 8 juillet 2022.

⁴ Sam LaGrone, « 'Doomsday' Submarine Armed with Nuclear Torpedoes Delivers to Russian Navy », *USNI News*, 8 juin 2022.

⁵ « Заявление МИД России о ситуации с Договором о мерах по дальнейшему сокращению и ограничению стратегических наступательных вооружений (ДСНВ) », *Kremlin*, 8 août 2022.

⁶ « Минобороны подписало на форуме "Армия-2022" контракт на поставку "Сарматов" », *TASS*, 16 août 2022.

⁷ « Атомную подлодку "Арктур" оснастят новым оружием, сообщило КБ "Рубин" », *Ria Novosti*, 16 août 2022.

⁸ « Лукашенко заявил о переоборудовании самолетов под ядерное оружие », *Ria Novosti*, 26 août 2022.

⁹ Keoni Everington, « Map shows paths of Chinese missiles fired around Taiwan on Day 1 », *Taiwan News*, 5 août 2022.

¹⁰ Andrew Carey et Amir Tal, « Israel's Prime Minister makes rare allusion to country's nuclear weapons arsenal », *CNN*, 2 août 2022.

¹¹ « UN chief disappointed nuclear treaty conference ends without consensus », *Nations Unies*, 27 août 2022.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

1. OTAN : la dissuasion élargie confortée

Par Bruno Tertrais

La guerre en Ukraine a confirmé, aux yeux des alliés, la pertinence des mécanismes de la dissuasion élargie en Europe : stationnement permanent d'armes américaines, possibilité pour certains alliés d'emporter ces armes, procédure SNOWCAT permettant aux autres alliés de participer à un raid nucléaire. Avec, en ligne de mire, la mise à disposition des forces de l'OTAN de la nouvelle bombe guidée B61-12, qui emportée par le F-35 donnera une crédibilité nouvelle à cette capacité.

Le choix allemand d'acquisition de 35 appareils, annoncé le 14 mars, ancrera pour le long terme l'armée de l'Air du pays dans le dispositif de défense américain. Mais ce choix pérennisera aussi la participation allemande au partage nucléaire et ainsi du maintien d'une culture de dissuasion nucléaire dans le pays.

Au-delà des quatre pays dont les forces aériennes sont entraînées à exercer si nécessaire la mission nucléaire dans des délais relativement brefs – Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas –, d'autres pourraient souhaiter être associés de nouveau à cette mission dès lors que leur aviation serait compatible avec l'emport des B61-12. La Pologne pourrait par ailleurs demander que des armes américaines soient présentes sur son territoire. Du fait du changement de statut de la Biélorussie (referendum constitutionnel du 27 février autorisant *de facto* le stationnement d'armes nucléaires sur son territoire), et de la mise à l'écart des engagements pris par l'OTAN à la fin des années 1990, un débat sur une éventuelle modification de la posture nucléaire de l'OTAN à l'est pourrait en effet s'ouvrir. Varsovie a en tout cas indiqué qu'elle pourrait accueillir de telles armes¹². Par ailleurs, la Finlande et la Suède ont clairement fait savoir qu'elles acceptaient l'ensemble des missions de l'OTAN, laissant ainsi ouverte la possibilité pour elles de contribuer à tout le moins à la procédure SNOWCAT.

De son côté, le Kremlin a annoncé qu'il envisageait désormais d'imiter peu ou prou l'OTAN en promettant à la Biélorussie un rôle de partage nucléaire (aéroportée et/ou terrestre *via* la dotation de porteurs Iskander-M), peut-être pour décourager la Pologne de se joindre aux mécanismes de l'OTAN. Fin juin, M. Poutine a même, dans une déclaration remarquée, fait une référence inédite au nombre d'armes (« 200 ») et de porteurs (« 257 ») qui pourrait former la capacité nucléaire aéroportée des alliés occidentaux.¹³ On peut toutefois s'interroger sur les chances de concrétisation d'une telle initiative. D'abord, en se référant, à propos d'une capacité aéroportée, aux Sukhoi-25 (et non aux Sukhoi-35

¹² Shane Croucher, « NATO's Poland 'Open' to Hosting US Nuclear Weapons », [Newsweek](#), 3 avril 2022.

¹³ Meeting with President Lukashenko of Belarus, [Kremlin](#), 25 juin 2022.

comme demandé par son homologue biélorusse), le président russe n'a pas signalé de volonté de reconstituer une capacité nucléaire moderne. Ensuite, il serait nécessaire d'entraîner les pilotes biélorusses à cet effet, et de réactiver les anciens sites de stockage opérés du temps de l'Union soviétique. Surtout, la confiance du Kremlin en Minsk serait-elle suffisante pour s'engager dans cette voie ? En tout cas, il n'est officiellement pas question, à ce jour, de déployer des armes russes sur le territoire biélorusse¹⁴.

A noter par ailleurs que le Pentagone a discrètement demandé pour 2023 le financement de la modernisation des anciens sites de stockage d'armes au Royaume-Uni (base de Lakenheath – qui accueillera prochainement deux escadrons de F-35 américains)¹⁵. On rappellera à cet égard les termes de la Déclaration de Bruxelles (2021) : « *Pour faire face à l'environnement de sécurité plus exigeant, l'OTAN a pris des mesures afin de s'assurer que ses capacités de dissuasion nucléaire restent sûres, sécurisées et efficaces* » (§40). Par ailleurs, au Japon, certaines voix expérimentées s'élèvent pour que Tokyo puisse également bénéficier du « partage nucléaire »¹⁶.

Le nouveau Concept stratégique confirme « *qu'aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires, l'OTAN restera une alliance nucléaire* », tout en affirmant que ses membres « *s'attachent à créer l'environnement de sécurité qui permettra de faire advenir un monde sans armes nucléaires* » (préface), prenant ainsi en compte la sensibilité de certains États sans évoquer le Traité d'interdiction des armes nucléaires – TIAN (quatre pays de l'OTAN participaient comme observateurs à la première conférence des États parties du TIAN). Le langage est quasiment identique à celui de 2010, même si l'ordre des propositions est inversé et que l'engagement est moins fort (« *s'attachent à* » au lieu de « *engage l'OTAN sur l'objectif qui consiste à* », §26 du Concept de 2010).

Le langage doctrinal subit un léger ajustement. Il affirme que la vocation fondamentale de la capacité nucléaire de l'OTAN reste de « *préserver la paix, de prévenir les actions coercitives et de décourager toute agression* », que « *tout emploi d'armes nucléaires contre l'OTAN altérerait fondamentalement la nature d'un conflit* » et que l'Alliance « *a les capacités et la détermination voulues pour faire payer à tout adversaire un prix inacceptable, largement supérieur aux gains que celui-ci pourrait espérer obtenir* » (§28). Les circonstances dans lesquelles l'Alliance pourrait être amenée à y recourir sont toujours « *très peu probables* » (§28), nouvelle traduction de « *extremely remote* » (traduit généralement comme « *extrêmement improbables* » – cf. §17 du Concept de 2010 et §40 de la déclaration de Bruxelles de 2021).

Sur le rôle des forces nucléaires, le langage du Concept est repris de la Déclaration de Bruxelles de 2021. Les forces britannique et française contribuent désormais de manière « *significant* » (§29) à la sécurité globale de l'Alliance (langage sans doute inspiré du discours du Président de la République à

¹⁴ Nikolai N. Sokov, « Russia-Belarus nuclear sharing would mirror NATO's – and worsen Europe's security », [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 1^{er} juillet 2022.

¹⁵ Hans Kristensen, « Lakenheath Air Base Added to Nuclear Weapons Storage Site Upgrades », [Federation of American Scientists](#), 11 avril 2022.

¹⁶ Toby Dalton, « Nuclear Nonproliferation after the Russia-Ukraine War », [Georgetown Journal of International Affairs](#), 8 avril 2022.

l'École de guerre, 2020). La multiplicité des centres de décision distincts « *complique les calculs d'adversaires potentiels* » (§29). Les États non-nucléaires ne sont plus appelés à la « *plus large participation possible* » (§19 du Concept de 2010, langage également repris par la Déclaration de Bruxelles), mais leurs contributions sont désormais identifiées comme « *un élément central du dispositif* » (§29).

Sur l'intégration entre domaines classique et nucléaire, le Concept met moins en avant l'expression traditionnelle « *combinaison appropriée* » de moyens nucléaires et classiques au profit d'un projet consistant à « *pousser plus loin l'intégration et améliorer la cohérence des capacités et des capacités nucléaires, pour tous les milieux d'opérations et tous les degrés de conflictualité* » (§30), au-delà donc du domaine classique, pour intégrer les dimensions cyber et spatiale. Mais c'est pour mieux rappeler dans le même souffle que « *les armes nucléaires sont des armes à part* » (§28) et que « *la dissuasion occupe une place à part, tout à fait singulière* » (§30).

A moyen terme, un affaiblissement durable de l'armée russe pourrait amener Moscou à en revenir à sa posture des années 1990 et 2000, dans laquelle les armes nucléaires avaient une fonction de compensation de son infériorité dans le domaine classique. Ce qui ne manquerait pas, en retour, de valoriser encore un peu plus le partage nucléaire au sein de l'OTAN.

2. Traité New Start : désaccord sur les procédures d'inspection

Par Emmanuelle Maitre

Le 8 août 2022, le ministère des Affaires étrangères russe a annoncé suspendre le processus d'inspection prévu dans le cadre du Traité New Start. Le communiqué du ministère évoque l'application du point 5 de la première section de la cinquième partie du protocole du Traité, qui permet, « *dans des circonstances exceptionnelles* », à une partie de « *soustraire temporairement des installations aux activités d'inspection* ». Cette décision a été justifiée par la nécessité de préserver le principe de « *parité et d'égalité entre les parties* ». Dans les faits, le ministère estime que l'absence de trafic aérien normal, liée à la fermeture des espaces aériens américains et alliés aux avions russes, rend difficile le déplacement des inspecteurs russes sur les sites américains. Des difficultés supplémentaires sont notées concernant l'obtention des visas ou les escales dans certains pays où des sanctions sont en vigueur contre la Russie. Enfin, le communiqué évoque la recrudescence de l'épidémie de Covid aux États-Unis et le caractère inopportun de reprendre les visites sur site dans ce contexte. Le document indique que dès que ces difficultés d'ordre technique seront réglées, le processus d'inspection sur site pourra reprendre comme prévu par le Traité¹⁷.

De fait, les inspections ont en réalité été interrompues à partir du 2 avril 2020 d'un commun accord et pour des motifs sanitaires. Selon une clarification fournie par Sergei Ryabkov ultérieurement, les États-Unis auraient notifié à la Russie leur désir de réaliser une inspection à l'été. La Russie aurait considéré que les deux parties n'avaient pas au préalable résolu toutes les questions techniques permettant la

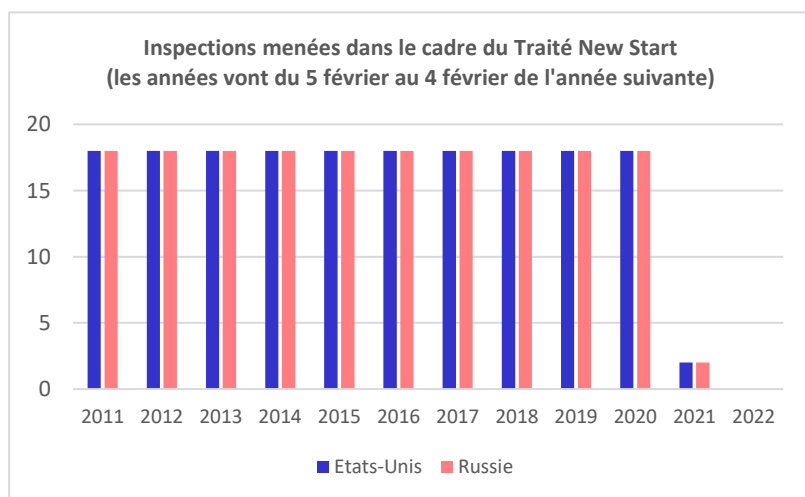
¹⁷ « Foreign Ministry statement on the Treaty on Measures for the Further Reduction and Limitation of Strategic Offensive Arms », [Ministère des affaires étrangères](#), Fédération de Russie, 8 août 2022.

reprise du processus d’inspection, et perçu cette demande comme une « provocation », d’où la déclaration publique¹⁸.

Depuis le mois d’avril 2020, les deux États menaient *a priori* des discussions diplomatiques concernant la résolution des difficultés techniques et logistiques permettant le retour à la mise en œuvre complète des procédures de vérification du Traité New Start. Selon la partie russe, ce dialogue n’a pas permis de lever tous les problèmes empêchant un retour à la norme. Les États-Unis n’ont pour l’instant pas répondu à la critique russe et ont simplement rappelé leur attachement au Traité.

La décision russe ne met pas en cause de manière immédiate la mise en œuvre du Traité ni sa pertinence. En effet, le processus de notifications reste valide. Ainsi, au 18 août 2022, selon les données américaines, 24 296 notifications ont été échangées entre les parties, dont 737 notifications seulement depuis le 31 mars 2022. Ces échanges montrent que malgré la crise provoquée par l’invasion de l’Ukraine, les diplomatie américaine et russe ont fait le choix de préserver la mise en œuvre de ce Traité¹⁹. De fait, couplées aux capacités de renseignement nationales, ces notifications ont jusqu’à présent été jugées suffisantes pour que les deux parties s’assurent du respect mutuel du Traité. Ainsi, du côté américain en particulier, le Département d’État a été en mesure de certifier au Congrès au 31 décembre 2021 que la Russie respectait les termes du Traité New Start, et ce malgré l’interruption des inspections sur site liée au Covid²⁰.

La réalisation des inspections mutuelles n’est donc pas une condition *sine qua non* pour le respect du Traité, et certains jugent que les échanges de données sont des éléments beaucoup plus importants sur le fond²¹. Néanmoins, sur la forme, la décision russe d’ouvrir une controverse publique sur cette question, et de sortir des canaux diplomatiques habituels pour résoudre un point qui peut paraître d’ordre logistique et relativement simple au niveau technique, pourrait signaler un choix de politiser



le New Start et de chercher à le mettre en échec. L’annonce, en plein milieu de la Conférence d’examen du TNP, pourrait traduire une volonté de se servir du New Start pour critiquer les États-Unis, faire pression sur l’administration Biden qui avait annoncé au mois de juillet être ouverte à des discussions sur un traité successeur au New Start²², mais aussi continuer de chercher à utiliser

¹⁸ Elena Chernenko, « Средство дезинспекции », [Kommersant](#), 9 août 2022.

¹⁹ Julian Borger, « Russia suspends US inspections of its nuclear weapons arsenal », [The Guardian](#), 9 août 2022.

²⁰ Report to Congress on Implementation of the New START Treaty Paragraph (a)(10) from Declaration (13) of Senate Executive Report 111 accompanying the New START Treaty (Treaty Doc. 1115), [NEW START TREATY ANNUAL IMPLEMENTATION REPORT](#), avril 2022.

²¹ Amy Woolf, [Twitter](#), 9 août 2022.

²² Michelle Nichols, « Biden, Putin strike conciliatory tones as nuclear arms talks start at U.N. », [Reuters](#), 2 août 2022.

le prétexte des sanctions de l'OTAN pour ne pas appliquer les engagements internationaux dans le domaine de la non-prolifération et de la maîtrise des armements (comme dans le cadre du JCPOA au début de la crise). La décision russe de porter la responsabilité de l'échec de la conférence d'examen en août 2022 pourrait indiquer également le choix de mettre en cause plus frontalement l'ensemble du régime de maîtrise des armements.

De plus, si les inspections sur site ne parviennent pas à reprendre d'ici 2026, date où New Start expirera, le Traité perdra largement de sa valeur. D'une part, les éléments de transparence et de communication liés au Traité seront largement caducs et son rôle de mesure de confiance entre les deux pays s'amointrira. De l'autre, la communauté du renseignement américaine, en particulier, pourrait devenir incapable de certifier avec assurance au Congrès que la Russie respecte le Traité, ce qui conduirait probablement à son interruption²³.

Si la mise en œuvre du New Start n'est donc pas condamnée à très court terme, cette annonce est un signal négatif qui semble confirmer, comme l'estime un observateur, qu'il a pu être naïf de considérer que la maîtrise des armements stratégiques pouvait résister à la détérioration des relations bilatérales entre Moscou et Washington²⁴.

²³ Pavel Podvig, cité par Elena Chernenko, op. cit.

²⁴ Andrey Baklitskiy, in Amy Mackinnon and Jack Detsch, « Russia Suspends U.S. Nuclear Inspections », [Foreign Policy](#), 9 août 2022.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

1. *En attendant la « dissuasion intégrée » américaine*

Par Benjamin Hautecouverture

La guerre d'invasion de l'Ukraine par la Russie, qu'accompagnent depuis février 2022 des menaces ouvertes et répétées d'utilisation de l'arme nucléaire par Moscou, a relancé le débat sur la stratégie nucléaire des États-Unis et sur les mesures à prendre en cas d'échec de la dissuasion, alors que la modernisation accélérée du programme nucléaire chinois pose des défis nouveaux à la manœuvre dissuasive. Dans ce contexte, la nouvelle stratégie de défense nationale américaine (*National Defense Strategy*, NDS), tout comme le nouvel examen de posture nucléaire du pays (*Nuclear Posture Review*, NPR), deux documents du Pentagone très attendus depuis le début de l'année 2022, n'ont toujours pas été publiés à la fin du mois d'août mais une version classifiée de la stratégie de défense nationale a été remise au Congrès au début du printemps²⁵.

D'abord, l'on voit mal comment ces deux documents pourraient illustrer la promesse entretenue au début de la décennie 2010 de réduire *stricto sensu* le rôle des armes nucléaires dans la stratégie de sécurité américaine. Le discours officiel rappelle en effet régulièrement la nécessité de poursuivre la modernisation de la triade nucléaire afin de s'assurer que le pays continue de disposer d'une force de dissuasion nucléaire sûre, sécurisée et efficace. Ensuite, la NDS et la NPR développeront la notion de « dissuasion intégrée »²⁶ introduite depuis plus d'un an par quelques documents institutionnels et annonces politiques. Or, le déploiement de la dissuasion intégrée est déjà souvent présenté comme le futur principe directeur de la stratégie de défense nationale²⁷. Selon les termes de Colin Kahl, sous-secrétaire américain à la Défense, par exemple, « *en termes d'intégration (...) nous entendons par là l'intégration dans tous les domaines, c'est-à-dire conventionnel, nucléaire, cybernétique, spatial et informationnel (...) [l'intégration] sur les théâtres de compétition et de conflit potentiel (...) [et l'intégration] dans tout le spectre des conflits, de la guerre de haute intensité à la zone grise* ». ²⁸

Quels sont les outils militaires, politiques, technologiques et économiques qui entreront dans la dissuasion intégrée ? De quelle manière la dissuasion intégrée visera-t-elle les alliés et les adversaires du

²⁵ Département américain de la défense, « DoD Transmits 2022 National Defense Strategy », [Département de la Défense](#), 28 mars 2022

²⁶ « *Integrated deterrence* »

²⁷ Voir « The Nuclear Posture in Review », [CSIS Conference](#), 29 juillet 2022

²⁸ Voir, par exemple, Jim Garamone, « Concept of Integrated Deterrence Will Be Key to National Defense Strategy, DOD Official Says », [DODNews](#), 8 décembre 2021

pays ? Comment façonnera-t-elle la perception des pays alliés s'agissant des engagements de dissuasion élargie des États-Unis ?

Des informations préliminaires dont dispose aujourd'hui l'analyse, les idées suivantes peuvent déjà être retenues : dans un sens assez littéral, le concept signifiera l'intégration de tous les instruments de la puissance nationale, y compris les moyens militaires et non militaires. Il s'agirait alors d'une insistance, voire d'une accentuation de l'intégration des moyens classiques et nucléaires, telle que l'introduit par ailleurs le nouveau concept stratégique de l'Alliance atlantique²⁹. Il indiquera sans doute aussi une intégration des moyens entre États-Unis, alliés et partenaires, ce qui méritera d'être détaillé et précisé. La notion de coalition de pays alliés et partenaires revient souvent dans le discours dissuasif américain actuel : « *Nous devons travailler aux côtés de nos alliés et de nos partenaires pour que nos adversaires sachent qu'ils ne s'attaquent pas seulement aux États-Unis, mais à une coalition de pays qui s'engagent à faire respecter un ordre international fondé sur des règles* », répète à l'envie Colin Kahl.³⁰ Une première définition synthétique pourrait ainsi être la volonté de dissuader « *en utilisant tous les outils militaires et non-militaires en accord avec les alliés et les partenaires* », une formule déjà utilisée l'été dernier par le secrétaire à la Défense Lloyd Austin³¹. Ces premiers éléments, peut-on ajouter, peinent à spécifier ce que la dissuasion intégrée signifie au plan opérationnel, sinon qu'elle s'inscrit en rupture de ce que la précédente administration défendait. De ce point de vue, ce serait le marqueur politique du retour à une forme de normalité de la politique de défense et de sécurité américaine ainsi que, probablement, l'affichage d'un slogan pour enserrer dans une formule l'approche stratégique de l'administration actuelle (forme de « *branding* » politique traditionnel dans le cadre de l'alternance politique aux États-Unis). Ce serait également un élément public de la politique visant à rassurer les alliés et les partenaires du pays après quatre années d'administration Trump et face à l'anxiété que provoque depuis février 2022 la guerre russe contre l'Ukraine.

Il ne serait pourtant pas étonnant que la dissuasion intégrée vise des objectifs plus spécifiques, en rapport avec une compréhension de l'environnement stratégique actuel. Dans le paratexte institutionnel américain depuis un an, l'on retrouve en particulier la volonté d'empêcher la création de faits accomplis rapides contre les intérêts des partenaires et alliés, empêchant l'intervention américaine. En outre, la résilience devrait être un volet majeur du dispositif, notamment s'agissant des systèmes, réseaux et infrastructures critiques, afin de pouvoir surmonter les attaques précoces visant à empêcher d'avancer pour la défense des alliés. Dans tous les cas, la dissuasion intégrée semble viser une adaptation de la dissuasion élargie des États-Unis, plutôt que sa part centrale.

En attendant de pouvoir en sérier les moyens, retenons déjà une volonté de repenser la dissuasion, voire de la penser « différemment », selon les termes mêmes du sous-secrétaire d'État américain à la défense³², et en particulier en affirmant que la dissuasion ne se limite pas à sa composante nucléaire. C'est déjà le cas à plusieurs titres dans la doctrine américaine depuis longtemps, si l'on se réfère aux

²⁹ Voir Bruno Tertrais, « OTAN : la dissuasion élargie confortée », dans ce bulletin (p.8).

³⁰ Jim Garamone, Op. cit.

³¹ Thomas Spoehr, « Bad Idea: Relying on "Integrated Deterrence" Instead of Building Sufficient U.S. Military Power », *Bad Ideas in National Security Series*, [Heritage Foundation](https://www.heritage.org/national-security), 3 décembre 2021

³² Jim Garamone, Op. cit.

systèmes de défense stratégique qui nourrissent la dissuasion dite « par interdiction », mais ce volet pourrait se voir approfondi et décliné de manière inédite. Ce serait une réponse circonstanciée à ce qui est l'un des enseignements principaux de la crise ukrainienne en cours : à la dangerosité des menaces stratégiques contemporaines devra nécessairement répondre un élargissement de la gamme des moyens dissuasifs à disposition. De ce point de vue, il sera utile d'apprécier dans quelle mesure la dissuasion intégrée américaine se rapproche de la version russe de dissuasion stratégique, comme de la version chinoise qui articule moyens conventionnels et moyens nucléaires, moyens militaires et moyens non militaires depuis le tournant des années 1980³³, en poursuivant des objectifs non seulement dissuasifs mais aussi coercitifs et de gestion du conflit, conformément à la définition large que la Chine donne de la dissuasion.

La conduite de la guerre en Ukraine doit-elle éveiller à l'imagination de scénarios face auxquels la doctrine de dissuasion française mériterait d'être reprise dans le sens de la diversification des moyens à disposition, entre imposition d'options diplomatiques (les sanctions, par exemple), et nécessité de rétablir la dissuasion (ultime avertissement) ? Pour mémoire, le général Thierry Burkhard, alors chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), prévenait en juin 2020 dans le document de doctrine *Supériorité opérationnelle 2030* :³⁴ « l'armée attend de nouveaux affrontements, (...) symétriques, Etat contre Etat », et traçait le chemin d'un renouvellement utile de la doctrine de dissuasion française.³⁵ L'un des enjeux de la dissuasion intégrée américaine sera-t-il celui de l'opportunité d'un ajustement de doctrine dans l'hexagone ?

³³ Voir par exemple Corentin Brustlein, « La Chine et l'avènement de la dissuasion stratégique intégrée », *Revue Défense Nationale* N°812, été 2018

³⁴ *Supériorité 2030 – Vision stratégique du Chef d'état-major de l'armée de Terre*, avril 2020, 19 p.

³⁵ Voir Benjamin Hautecouverture, « La place de la dissuasion dans la "Vision stratégique" du CEMAT », *Observatoire de la dissuasion*, N°77, FRS, juin 2020

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

1. *France, Germany, and Nuclear Deterrence: Quarrels and Convergences during the Cold War and Beyond*

Dans un ouvrage historique fouillé en langue anglaise sur la question nucléaire dans les relations franco-allemandes³⁶, des spécialistes cherchent à promouvoir une vision plus nuancée et plus complexe de ce sujet parfois caricaturé. Grâce à l'utilisation de sources déclassifiées, ils montrent un processus non-linéaire et souvent sous-jacent de convergence entre les deux pays concernant le rôle de la dissuasion pour la sécurité européenne, la maîtrise des armements et le désarmement.

Dans la première partie, des chercheurs allemands relativisent les velléités de la RFA de se doter de l'arme nucléaire dans les années 1950 et 1960. Ils estiment notamment que la vision selon laquelle Paris (mais aussi Washington) s'inquiétaient très sérieusement de l'acquisition de l'arme nucléaire par Bonn est exagérée et qu'en tout cas l'exemple français et l'éventuelle coopération américano-française sur le nucléaire n'étaient pas des arguments suffisant à convaincre la RFA d'Adenauer de développer un programme nucléaire national. Un historien français étudie la question à travers le prisme des écrits de Raymond Aron. Par ailleurs, au travers l'exemple de Willy Brandt, un autre auteur montre que le choix de rejoindre le TNP en tant qu'État non doté n'a pas été seulement imposé de l'extérieur mais reflétait l'identité de la nouvelle république telle que revendiquée par le chancelier tout comme ses intérêts dans le cadre de l'Ostpolitik.

Deuxièmement, l'ouvrage atténue la perception selon laquelle l'acquisition de la force de frappe a permis à la France d'assouvir une volonté de domination sur son voisin allemand, montrant au contraire que malgré cette relation asymétrique au niveau capacitaire, des efforts ont également été menés pour renforcer l'autonomie stratégique allemande. Ce fut le cas sous la quatrième République, où la constitution d'une capacité nucléaire nationale n'est pas incompatible dans les yeux des dirigeants français avec le renforcement du lien transatlantique et l'intégration européenne. Une analyse des réactions de De Gaulle et Adenauer à la crise de Berlin soutient également cette thèse.

Les auteurs ne nient pas l'existence d'un malaise historique entre la France et l'Allemagne sur la question nucléaire, nourri en particulier par des éléments précis comme la courte portée des missiles terrestres français Pluton ne pouvant qu'être utilisés sur le territoire allemand. Néanmoins, ils cherchent à mettre ces désaccords en perspective en montrant des tentatives de coopération, notamment pour contester l'ordre nucléaire bipolaire imposé par les deux superpuissances pendant la

³⁶ Nicolas Badalassi et Frédéric Gloriant (éditeurs), *France, Germany, and Nuclear Deterrence: Quarrels and Convergences during the Cold War and Beyond*, Berghahn Books, 2022, 364 p.

Guerre froide et pour défendre la perspective de réunification de l'Allemagne. Ainsi, pendant la Détente, les deux pays ont chacun à leur manière eu pour priorité le renforcement de la sécurité ouest-européenne, le dépassement de l'affrontement bipolaire et l'émergence d'une voix européenne plus influente dans le dialogue stratégique, même si la méthode préconisée, et notamment l'opportunité d'œuvrer à la réduction des armements, fut la source de désaccords entre les deux pays. Les efforts des deux parties, parfois alternatifs et non-coordonnés pour promouvoir une Europe de la Défense, ont également été à l'origine d'échanges poussés sur le rôle de la dissuasion française dans la défense de l'Europe, avec des perceptions allemandes plus ouvertes que généralement admises, notamment au début des années 1970 et au début des années 1980. La crise des Euromissiles offre un autre exemple de rapprochement, en particulier entre François Mitterrand et Helmut Kohl. Durant les dernières années de la Guerre froide, il est rapporté que la France en particulier a été plus ouverte aux intérêts stratégiques de Bonn sans toutefois parvenir à surmonter un certain nombre de désaccords sur des sujets précis, occasionnellement liés à des questions de politique interne, mais aussi sur le fond en lien concernant la stratégie militaire française en cas de conflit, la frilosité française à engager toute coopération pouvant écorner son autonomie mais aussi sur la question du désarmement et de la maîtrise des armements.

Malgré ces exemples d'intérêts partagés et de tentatives de rapprochement, l'ouvrage reconnaît donc l'incapacité pendant et après la Guerre froide à dépasser les blocages, en particulier liés à une incapacité à coordonner réellement les efforts diplomatiques, à des identités divergentes sur la question de l'arme nucléaire et sur le rôle du pays dans le système international et à une absence de vision commune sur la place de la dissuasion française pour la sécurité du continent européen.

Les convergences sont toutefois plus fortes depuis l'invasion de la Crimée, dans le cadre de l'OTAN et au-delà. Pour plusieurs auteurs, le contexte pousse au rapprochement, que ce soit le comportement de la Russie, le détachement américain illustré par la présidence Trump ou encore le fait que la France soit désormais la seule puissance nucléaire de l'Union européenne. Mais un point pourrait rester un obstacle à toute tentative de coopération poussée : l'Allemagne est intéressée par des coopérations dans le domaine du nucléaire si elle estime que cela peut lui donner de l'influence sur la stratégie menée. Tant que la France refuse toute démarche pouvant limiter les marges de manœuvre du Président de la République, les efforts communs risquent de mener à des déceptions et des frustrations. Néanmoins, grâce à cet ouvrage, les auteurs montrent l'intérêt de continuer le dialogue stratégique franco-allemand et illustrent que les deux pays ont régulièrement eu conscience de la proximité de leurs intérêts stratégiques. Les variations de perception et désaccords occasionnels ne doivent donc pas être considérés comme des facteurs empêchant une analyse commune des menaces pour la sécurité du continent européen et la recherche de solutions partagées.

CALENDRIER

Prochains webinaires :

- **9 septembre 2022** : Incertitude et dissuasion nucléaire, table-ronde, [la nuit de l'ENS](#).
- **12 octobre 2022** : Journée d'étude - L'héritage intellectuel de Thérèse Delpech (1948-2012), [CIENS](#), Ecole Normale Supérieure.
- **13 octobre 2022** : Démocratie(s) et dissuasion, [FRS](#), à la Bibliothèque nationale de France, 13 octobre 2022.
- **27-28 octobre 2022** : 2022 Carnegie International Nuclear Policy Conference, [Carnegie Endowment for International Peace](#), Washington et hybride.